

**MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR
DE LA RECHERCHE ET DE L'INNOVATION**

**UNIVERSITÉ DE FRANCHE-COMTE
1, RUE CLAUDE GOUDIMEL
25030 BESANCON CEDEX**

☎ 03.81.66.57.03

✉ service.marches@univ-fcomte.fr

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

PROCEDURE ADAPTEE

**OBJET DU MARCHE:
TRAVAUX DE DESAMIANTAGE ET DEMOLITION DU BATIMENT C2
COMPRIS DEVOIEMENT RESEAU FIBRE OPTIQUE**

Site Universitaire IUT Techn'hom à Belfort (90)

Le présent marché est passé selon la procédure adaptée, prévue par les articles R.2123-1 et R.2131-12 du code de la commande publique.

Date et heure limites de réception des candidatures :

17/03/2022 à 17h00

SOMMAIRE

1 - Objet et étendue de la consultation.....	4
1.1 - Objet.....	4
1.2 - Calendrier prévisionnel.....	4
1.3 - Lieu(x) d'exécution :	4
1.4 - Visite de site :.....	4
1.5 - Renseignements complémentaires	5
1.6 - Mode de passation	5
1.7 - Type et forme de contrat	5
1.8 - Décomposition de la consultation	5
2 - Conditions de la consultation.....	5
2.1 - Délai de validité des offres	5
2.2 – Option	5
3 - Conditions relatives au contrat.....	5
4 - Contenu du dossier de candidature	5
5 - Présentation des offres.....	6
5.1 - Documents à produire	6
5.2 - Fourniture des certificats sociaux et fiscaux.....	6
6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis.....	8
6.1 - Transmission électronique	8
6.2 - Transmission sous support papier	9
7 - Examen des offres.....	9
7.1 - Attribution des marchés.....	9
7.2 - Suite à donner à la consultation	10
8 - Récompenses.....	10
9 - Procédure en cas de déclaration sans suite du marché ou prestations complémentaires imprévues.....	11
10 -Renseignements complémentaires	11

ADRESSE AUPRES DE LAQUELLE DES INFORMATIONS COMPLEMENTAIRES PEUVENT ETRE OBTENUES :

a) Pour les renseignements administratifs :

Dénomination :
Université de Franche-Comté
Adresse : 1 rue Claude Goudimel
25030 Besançon Cedex
☎ 03.81.66.57.03
✉ service.marches@univ-fcomte.fr

A l'attention de : **Mme MENGET Muriel**,
Responsable du service Achats
Mme PREISS Pauline,
Rédactrice marchés publics
Adresse Internet (URL) : **www.univ-fcomte.fr**

b) Pour les renseignements techniques et les visites :

Dénomination : Université de Franche-Comté
Direction du patrimoine immobilier
Adresse : 1, rue Claude Goudimel
25030 Besançon Cedex
☎ 03 84 21 96 61 / 06 13 33 28 59
✉ patrimoine.@univ-fcomte.fr
✉ pierre.navion@univ-fcomte.fr

A l'attention de : **M. Pierre Navion**
Ingénieur, responsable technique
Adresse Internet (URL) : **www.univ-fcomte.fr**

c) Pour la coordination générale de sécurité SPS Bureau ECBM

A l'attention de : M. Mouhot Bertrand
tél. 07 62 30 39 84 pour les phases conception et réalisation

1 - Objet et étendue de la consultation

1.1 - Objet

La présente consultation concerne des marchés de travaux pour l'opération suivante :

Travaux de démolition et désamiantage du bâtiment C2 et la préparation au dévoiement du réseau fibre optique assurant la liaison CROUS vers l'IUT via le bâtiment C2, l'IUT Belfort-Montbéliard – Site universitaire Techn'hom – 19, Avenue du Marechal Juin à Belfort.

Maîtrise d'ouvrage :

Université Franche Comté – Direction du patrimoine immobilier –

Maître de l'ouvrage : Université de Franche Comté

1 rue Goudimel

25000 Besançon

Maître d'œuvre: Université de Franche Comté

Direction du patrimoine immobilier

16 rue de Gray – 25 000 Besançon

1.2 - Calendrier prévisionnel

- Démarrage des travaux en avril 2022
- Date de réception du bâtiment : en septembre 2022

1.3 - Lieu(x) d'exécution :

IUT Belfort-Montbéliard – Site universitaire Techn'hom – 19, Avenue du Marechal Juin à Belfort.

1.4 - Visite de site :

La visite est obligatoire. L'absence de cette visite rendra l'offre du soumissionnaire, irrégulière au sens de l'article R2151-1 du code de la commande publique.

A défaut, l'offre sera considérée comme non recevable et ne sera pas analysée.

Elle aura lieu aux dates indiquées ci-dessous :

Mardi 01/03/2022 à 14h00 et Vendredi 04/03/2022 à 10h00

A la remise de son offre, il sera considéré que le candidat a visité le site et pris connaissance de toutes les contraintes liées à la réalisation de ce marché.

Une attestation de visite sera remise en main propre jointe au dossier.

Pour la visite, prendre rendez-vous au préalable avec M. Pierre Navion, Direction du Patrimoine immobilier de l'Université au ☎ 03 84 21 96 61/ Mobile : 06 13 33 28 59

Le Candidat est réputé:

- Avoir pris parfaite connaissance de la nature et de l'emplacement de destination des constructions et des conditions générales et particulières qui y sont attachées ;
- Avoir pris parfaite connaissance de l'état du terrain qui lui sera mis à disposition ;
- Avoir pris connaissance des possibilités d'accès, d'installations de chantier, de stockage des matériaux et produits préfabriqués, et des disponibilités en eau, énergie électrique, etc... ;
- Avoir pris tous renseignements concernant d'éventuelles servitudes ou obligations.

1.5 - Renseignements complémentaires

Les candidats disposent tous des mêmes documents.

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les concurrents pourront poser des questions écrites relatives au dossier de consultation. Ces questions seront adressées au maître d'ouvrage, impérativement par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <http://www.achatpublic.com>.

Il ne sera pas répondu aux questions posées oralement au maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage répondra à l'ensemble des questions écrites sous la forme d'un envoi adressé à tous les concurrents, au plus tard **le 07/03/2022**

1.6 - Mode de passation

La procédure de passation utilisée est la Procédure adaptée conformément aux articles L2123-1, R2123-1, R 2123-4 à R2123-7 du Code la commande publique.

Ce marché fait référence au CCAG TRAVAUX entré en vigueur au 01/04/2021 (arrêté du 30/03/2021).

1.7 - Type et forme de contrat

Le présent marché de travaux, marché forfaitaire à prix global.

Nota :

Le marché prend effet à compter de la notification au titulaire. Il se prolongera jusqu'au parfait achèvement des travaux.

1.8 - Décomposition de la consultation

Lot unique.

2 - Conditions de la consultation

2.1 - Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à 120 jours à compter de la date limite de réception des offres.

2.2 – Option

Selon l'article 8.4.2 du CCTP. Le candidat remplit un acte d'engagement séparé pour chaque variante ou option.

3 - Conditions relatives au contrat

Les sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) du marché seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

4 - Contenu du dossier de candidature

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Le règlement de la consultation (RC)
- Un cahier des clauses techniques particulières (CCTP) avec ses annexes (plans et photos)

- Un acte d'engagement (ATTR11)
- Un cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Une décomposition des prix global et forfaitaire (DPGF)
- DC1
- DC2
- Une attestation de visite
- Cadre de réponse

Il est disponible gratuitement sur le profil acheteur <https://www.achatpublic.com>

Aucune demande d'envoi du DCE sur support physique électronique n'est autorisée.

Le maître de l'ouvrage se réserve la possibilité d'apporter des modifications mineures ou des précisions au dossier au plus tard 5 jours avant la date fixée pour la réception des offres (ces modifications ne concerneront ni l'organisation fonctionnelle des futurs locaux, ni la part de l'enveloppe prévisionnelle que le maître d'ouvrage affecte aux travaux).

Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié ou complété sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable avec décalage en fonction de cette nouvelle date.

5 - Présentation des offres

Les offres des candidats seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO.

Si les documents des candidats sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

5.1 - Documents à produire

Selon l'article 1.11 du CCTP.

L'offre, qu'elle soit présentée par une seule entreprise ou par un groupement, devra indiquer tous les sous-traitants connus lors de son dépôt. Elle devra également indiquer les prestations dont la sous-traitance est envisagée, la dénomination et la qualité des sous-traitants.

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, l'Université notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial DC4 qui leur revient. La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché. L'Université peut demander que le montant des prestations du sous-traitant soit présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

5.2- Fourniture des certificats sociaux et fiscaux

Le candidat retenu produit les pièces prévues aux articles D8222-5 (candidats établis en France) et D8222-7 et 8222-8 (candidats établis à l'étranger) du code du travail et les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Ces documents sont :

1/ Concernant les certificats fiscaux et sociaux :

- la copie des certificats fiscaux 3666 SD dont la situation fiscale des

candidats impose la production ET

- la copie des attestations URSSAF et/ou des certificats sociaux dont la situation sociale des candidats impose la production (caisse générale, mutualité sociale agricole, caisse maladie obligatoire, caisse vieillesse obligatoire, caisse congés payés).

2/ Concernant les pièces mentionnées au du code du travail :

- si au moment de la remise de l'offre, les certificats sociaux sont datés de 6 mois ou plus : une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au candidat retenu et datant de moins de 6 mois

ET

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés **(K bis)** ou un document équivalent pour les candidats non établis en France ;

OU

- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ou un document équivalent pour les candidats non établis en France ;

OU

- un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à la condition qu'y soit mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel ou à tout organisme équivalent pour les candidats non établis en France, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;

OU

- un récépissé de dépôt de déclaration auprès du centre de formalités des entreprises pour les personnes physiques ou morales en cours d'inscription ou un document équivalent pour les candidats non établis en France.

- si le candidat retenu emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce dernier certifiant que le travail sera réalisé avec des salariés employés régulièrement au regard des articles [L1221-10](#), [L3243-2](#) et [R3243-1](#) du code du travail.

<http://www.legifrance.gouv.fr/affichCodeArticle.do?idArticle=LEGIARTI000018520702&cidTexte=LEGITEXT00006072050&dateTexte=20101001&oldAction=rechCodeArticle>

Conformément à l'article R2143 du code de la commande publique, **le non-respect de ce dispositif entraîne le rejet de l'offre.**

- renseigner les imprimés **DC1**, **DC2** et les joindre à l'offre : les imprimés sont « téléchargeables » sur le portail du Ministère des Finances – formulaires pour marchés publics.

Dans le cadre de la **réglementation en matière de lutte contre le travail dissimulé**, et conformément aux articles L2141-1 à L2141-5, R2143-10 du code de la commande publique, le candidat devra fournir tous les six mois, à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D8222-5 du code du travail, soit une **attestation URSSAF** établissant qu'il s'acquitte de ses obligations déclaratives (fourniture des déclarations d'activité et d'emploi salarié) et du paiement de ses cotisations sociales.

L'Université de Franche Comté met à votre disposition la plateforme en ligne **E-attestations.com** afin de sécuriser et simplifier vos démarches administratives obligatoires.

L'utilisation d'**e-Attestations.com** est **gratuite** et vous permettra d'y déposer régulièrement, et en toute **sécurité**, les attestations et documents demandés par **L'Université de Franche Comté** durant l'exécution de vos marchés.

6 - Conditions d'envoi ou de remise des plis

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document.

6.1 - Transmission électronique

Les offres doivent obligatoirement être déposées sur la plateforme Achat Public à l'adresse suivante : <http://www.achatpublic.com/achat-public/salle-des-marches>. En cas de difficultés merci de contacter le service client au 08.92.23.21.20 ou par mail à l'adresse suivante : support@achatpublic.com

La transmission des offres par un autre moyen n'est pas autorisée. Les plis, enregistrés dans l'ordre d'arrivée, doivent parvenir avant la date et heure limite de réception des offres fixée au 06/08/2021.

La transmission des documents par voie électronique est effectuée sur le profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <http://www.achatpublic.com>

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Le pli doit contenir les pièces de l'offre définies au présent règlement de la consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des candidatures.

Si une nouvelle candidature est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente.

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les suivants : Les candidats transmettront leurs réponses dans des formats de fichiers identiques à ceux des documents constituant le dossier de consultation des entreprises.

La signature électronique des documents n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

La signature électronique du contrat par l'attributaire n'est pas exigée dans le cadre de cette consultation.

Après attribution, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

6.2 - Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier ou par mail n'est pas autorisée.

7 - Examen des offres

7.1 - Attribution des marchés

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues à l'article L2152-1 à L2152-4, R2152-1 et R2152-2 du code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

Après négociation, toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié. La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

CRITERES	PONDERATION	ELEMENTS D'APPRECIATION (le cas échéant)	
PRIX	40%	Le candidat qui proposera l'offre la plus basse obtiendra la note globale : <u>Formule</u> P1=prix le plus bas (40 pts) P2=prix (P1/P2*40 pts) P3=prix (P1/P3*40 pts)	40
VALEUR TECHNIQUE	60%	La note globale sur la valeur technique est décomposée :	60
		1. Nature des matériaux proposés jugés en fonction des fiches et des documents techniques	10
		2. La note globale méthodologique et qualité du mémoire technique répartis :	50
		➤ Organisation de chantier	10
		➤ Encadrement : CV, composition des équipes, organisation des travaux (installation de chantier, procédés, moyens matériels, planning, etc.)	10

		➤ Sécurité et gestion des nuisances de chantier	10
		➤ Moyen mis en œuvre pour le respect du cahier des charges et traitement architectural du projet à travers des visuels (plan de distribution, coupes, façades, perspectives, et aménagements des abords) fournis dans l'offre	10
		➤ Références dans des chantiers similaires récents Description des moyens de sécurité affectés au chantier : protections individuelles (gants, casques protections collectives : échafaudage, garde-corps, etc.)	10

Critère de pondération pour le calcul de la note globale :

Une note financière variant de 0 à 40 points sera attribuée à chacune des offres.

Les notations seront attribuées selon la procédure explicitée ci-après:

- Le prix le plus bas (P1) obtiendra la note 40,
- Les autres candidats obtiendront un note inversement proportionnelle calculée comme suit et arrondi au dixième :

$$\text{Note prix } P_x = (P_1 / P_x) \times 40$$

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Pour la notation de la valeur technique :

Notes attribuées par libre appréciation du pouvoir adjudicateur en fonction des réponses des candidats dans leur note méthodologique.

7.2 - Suite à donner à la consultation

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur pourra engager des négociations, par phases successives, avec les 4 candidats les mieux-disant. La négociation portera sur tout élément de l'offre (prix, caractéristiques techniques) via la plateforme de dématérialisation et éventuellement en rencontrant physiquement les candidats.

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le ou les candidats produisent les certificats et attestations de l'article R2143-6 à R2143-10 du Code de la commande publique. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 5 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

8 - Récompenses

A l'issue de la consultation, il ne sera versé aucune prime aux candidats non retenus.

9 - Procédure en cas de déclaration sans suite du marché ou prestations complémentaires imprévues

Le Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité, de recourir à l'utilisation de la procédure négociée en application des articles R.2122-2 et R.2122-4 du code de la commande publique lorsque :

- Aucune candidature ou aucune offre n'a été déposée dans les délais prescrit.
- Seules des candidatures irrecevables au sens de l'article R.2144-7 ou des offres inappropriées au sens de l'article L.2152-4 du code de la commande publique, auront été présentées.

Les conditions initiales du marché public ne devront pas être substantiellement modifiées

Il pourra être passé un ou des marchés complémentaires dans la limite définie par l'article R.2122-4 1° du code de la commande publique.

10 - Renseignements complémentaires

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : **<https://www.achatpublic.com>**

Cette demande doit intervenir au plus tard 10 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 6 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

Date

Signature